

# La lettre du CEPN

Centre d'Économie de Paris Nord

**CEPN**  
Centre d'Économie  
de l'Université  
Paris Nord



UNIVERSITÉ PARIS 13

Directeur de  
publication :  
Bruno Jétin  
directeur du CEPN

Rédactrice en chef :  
Nathalie Coutinet

Comité de  
rédaction :  
Pascal Petit,  
Olivia Guillon,

## Éditorial

La huitième lettre du CEPN revient sur le contexte, les causes et les conséquences économiques et sociales des révoltes arabes du printemps dernier. Dans un entretien accordé, au cours du troisième trimestre 2011, à Fatiha Talahite et Samuel Beji, Hakim Ben Hammouda examine les origines économiques de ces mouvements nés dans un contexte de crise mondiale ainsi que le poids des inégalités et des injustices sociales liées notamment à la corruption du pouvoir politique. Dans son analyse il prend soin de préciser les particularités nationales des pays concernés. M Ben Hammouda décrit également les évolutions de ces pays depuis janvier 2011 en mettant en évidence les risques qui pèsent aujourd'hui sur les situations économiques ainsi que le rôle que pourraient jouer les démocraties occidentales.

Ensuite, Fatiha Talahite et Saïd Souam présentent un bilan des activités du groupe de travail « MEDITER » créé au sein du CEPN entre 2008 et 2012. L'objectif de la création de ce thème transversal au laboratoire était de regrouper des chercheurs intéressés par les économies du monde arabe méditerranéen.

La lettre se termine par une recension des thèses soutenues, au cours de l'année 2011, par des doctorants du CEPN et par un Agenda des activités du laboratoire dans les prochaines semaines.

## Numéro 8 – Janvier 2012

- 1 Entretien**  
avec Hakim Ben Hammouda (Banque Africaine de Développement)  
*Par Fatiha TALAHITE et Samuel BEJI*
- 2 Questions et Débats**  
Le groupe de travail "MÉDITER"  
*Par Fatiha TALAHITE et Saïd SOUAM*
- 3 Les activités du CEPN**

## Entretien avec Hakim BEN HAMMOUDA

**Hakim Ben Hammouda** est depuis octobre 2011 en poste à Tunis, comme Conseiller spécial du président de la Banque Africaine de Développement (BAD). Il était auparavant Directeur de l'Institut de Formation et de la Division de la Coopération Technique de l'OMC, à Genève. Avant d'occuper cette fonction, il a été économiste en Chef et directeur de la Division du Commerce, Finance et Développement Économique de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Il a été aussi directeur de la Division du commerce et de l'intégration régionale de la CEA (2003-2006) et directeur du Bureau de la CEA en Afrique centrale (2001-2003).

Il est titulaire d'un Doctorat en économie internationale et d'une HDR de l'Université de Grenoble en France. Il a enseigné l'économie internationale et l'économie du développement dans plusieurs universités. Il est l'auteur ou coauteur de nombreux rapports d'expertise économique, et d'une cinquantaine d'articles dans des revues scientifiques internationales, dans les domaines de l'économie internationale et du développement. Il a publié plus d'une vingtaine d'ouvrages dont, parmi les plus récents, *Crise et naufrage des économistes*, De Boeck 2010, *Le G20 et les défis de la gouvernance globale*, De Boeck, 2011, *A quoi rêve un oriental? De nouvelles modernités pour les printemps arabes*, Éditions du Cygne, 2011 et enfin, *La Tunisie: l'économie politique d'une révolution*, De Boeck, 2011.

Il publie par ailleurs des chroniques régulières dans différents journaux et revues ; celles-ci sont également disponibles sur son blog.

<http://hakimbenhammouda.com/>

Il a reçu, le 9 juin 2007 à Indianapolis (États-Unis), le prix Alan-Powell pour sa contribution à la réflexion sur le commerce et l'économie internationale. Ce prix annuel représente la plus haute distinction de la discipline. C'est la première fois qu'il est remporté par un chercheur originaire d'un pays en développement.

---

Par :

**Fatiha TALAHITE**

et

**Samuel BEJI**

---

### Question : Dans quel contexte économique les révoltes arabes se sont-elles déclenchées ?

Il faut distinguer le contexte économique interne et le contexte économique international. Concernant le contexte économique interne, trois éléments essentiels ont pesé de tout leur poids dans ces mouvements démocratiques, ces révoltes ou révolutions :

- le chômage et en particulier le chômage des jeunes diplômés qui a été à l'origine, au Maroc, en Tunisie et ailleurs dans le monde arabe, de la formation de comités de coordination de chômeurs, d'une grande mobilisation des jeunes, exprimée sur Internet à travers les réseaux sociaux,

par de jeunes diplômés qui maîtrisent les nouvelles technologies de l'information.

- le deuxième élément, ce sont les inégalités régionales et la marginalisation de certaines régions. Partout, dans les différents pays, les régions de l'intérieur, éloignées de la côte, ont été totalement délaissées et marginalisées, ce qui a été à l'origine de forts mouvements sociaux. En Tunisie, il y en a eu depuis 2008 dans les régions minières et ensuite en 2010 dans les régions frontalières de la Libye. Puis des mobilisations exprimant un malaise de plus en plus important se sont développées dans le pays.

- le troisième élément est la corruption, qui a pris des dimensions inquiétantes. Elle est devenue visible, et d'autant plus impor-

tante et rejetée par la population que le chômage augmentait et que les conditions sociales se détérioraient. Les familles liées au pouvoir se sont accaparées l'économie : citons l'exemple syrien de la famille Makhoul, des Trabelsi en Tunisie, de la famille Moubarak et de leurs proches en Égypte, enfin de la famille Kadhafi en Libye.

Ces trois éléments expliquent finalement la mainmise de l'État sur le champ politique et la politique répressive et autoritaire des régimes. L'explication de l'autoritarisme se trouve aussi dans les conditions économiques. Aujourd'hui, certains disent que le régime syrien ou celui de Ben-Ali par exemple auraient pu ouvrir avant le champ politique. Mais il est sûr que cette ouverture du système politique aurait donné lieu à une expression des revendications sociales et notamment la dénonciation de la corruption, ce qui aurait touché immédiatement les gens proches des familles des dirigeants arabes.

Ce contexte économique local et national a également été aggravé, au plan international, par l'impact de la crise. Même s'ils n'ont pas été directement touchés par la crise financière - parce que leurs marchés financiers sont faiblement connectés aux marchés internationaux et que leurs opérations à l'étranger sont limitées - tous ces pays ont subi les conséquences de la récession en Europe, qui reste leur marché d'exportation le plus important et la principale source du tourisme.

C'est dans ce contexte que les révoltes - ou révolutions - et les mouvements contestataires ont commencé en Tunisie, et se sont étendues un peu partout dans le monde arabe (Égypte, Yémen, Bahreïn, Maroc, Libye, Syrie...). Je voudrais insister sur un autre point, qui me paraît très important : d'un point de vue économique, ces pays étaient enfermés dans ce qu'on appelle aujourd'hui « la trappe des pays intermédiaires ». Il s'agit de l'enfermement des pays à revenus intermédiaires dans des activités manufacturières intensives en travail et de leur incapacité, contrairement aux pays émergents comme les BRICS à sortir de cette insertion basée sur le faible coût de la main d'œuvre par la promotion

de la recherche, des nouvelles industries et nouvelles technologies. Les pays qui se trouvent dans la trappe intermédiaire ne peuvent pas descendre dans le modèle rentier car, pour une grande partie d'entre eux, en dehors de la Libye, ils ne disposent pas de ressources en matières premières relativement importantes, et en même temps ils sont incapables d'aller vers un nouveau modèle de développement.

Un autre élément important est relatif aux limites du modèle du consensus de Washington de stabilité macro-économique. Ce qu'il faut remarquer, c'est que du point de vue macroéconomique tous ces pays bénéficiaient d'une situation relativement stable : une croissance moyenne autour de 7% depuis plusieurs années, un niveau de déficit public autour de 3% et une inflation maîtrisée. À la limite, tous remplissaient les critères de Maastricht ! Mais il faut voir l'envers du décor. On peut en effet avoir une situation macroéconomique stable et équilibrée avec, dans le même temps, un niveau élevé de corruption, un fort taux chômage et de grandes inégalités entre régions, qui sont des facteurs d'instabilité.

Donc voilà le contexte dans lequel ces mouvements ont eu lieu, se sont exprimés et ont été à l'origine de changements plus ou moins maîtrisés par les systèmes en place. Je pense que c'est en Tunisie, que le processus est allé le plus loin parce que le régime était probablement en crise. Au Maroc, le gouvernement a de lui-même, après quelques tergiversations, initié certaines des réformes nécessaires. En Égypte l'armée reste puissante.

Dans le cas de l'Algérie, il y a eu des manifestations qui n'ont pas débouché. Plusieurs aspects pourraient expliquer pourquoi dans ce pays le mouvement a été d'une moindre ampleur : le premier élément est le contexte de guerre contre le terrorisme qui est très lourd - 200 000 morts, encore présents dans la mémoire des algériens. Cela a été une période traumatisante à tous les niveaux. Le deuxième aspect, par rapport par exemple à la Tunisie, est que la vie politique en Algérie est plus développée : un certain nombre de partis sont représentés au parlement, la vie politique y est différente. La Tunisie et l'Égypte

étaient des pays de parti unique, le Yémen et la Syrie le sont aussi. L'opposition institutionnelle, si elle existait, ne représentait personne. En Algérie, il y a quand même un débat politique. Et aussi, ce qui est important, il y a une presse variée, plurielle et relativement indépendante. Dernier aspect : la rente pétrolière permet d'entretenir et de financer la demande sociale. L'ensemble de ces facteurs a fait qu'en Algérie la situation semble plus maîtrisée.

## **Question : Pouvez-vous développer cette idée de « trappe des pays intermédiaires » ?**

Le débat autour de la trappe des pays intermédiaires ou ce que j'appelle le « syndrome des pays intermédiaires », mobilise depuis quelques temps un grand nombre d'experts et de chercheurs et suscite aussi bien l'intérêt du monde académique que celui des institutions internationales impliquées dans le domaine du développement, comme les banques multilatérales (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement..) ainsi que des responsables politiques ou économiques. Dans cette réflexion, sont rapprochées des situations aussi différentes et éloignées que celles de la Chine, la Tunisie, le Japon, la Malaisie, le Maroc ou le Brésil et l'Argentine, la Corée du Sud, Singapour ou Taiwan. Ce débat met en exergue les prédictions de nombreux experts d'un atterrissage difficile de l'économie chinoise après des années de forte croissance, à la lumière de la crise japonaise qui dure depuis les années 1990 (renforcée ces derniers mois par le tremblement de terre et l'explosion nucléaire de Fukushima). Il faut rappeler que, comme la Chine aujourd'hui, le Japon des années 1970 et 1980 a connu une forte croissance économique au point où de nombreux experts avaient prédit qu'il allait dépasser les États-Unis pour devenir la première puissance économique mondiale dans les années 1990. Or, ces pronostics ont été infirmés et le Japon est entré dans les années 1990 dans une déflation sans précédent. Il a été dépassé récemment par la Chine qui est devenue la seconde puissance économique mondiale. Ce débat, qui porte sur la trajectoire des pays intermédiaires,

s'interroge sur les raisons du blocage de l'accumulation et de la croissance dans certains de ces pays et les moyens de la prévenir afin que le développement puisse se poursuivre sans difficulté.

L'existence de cette trappe - ou syndrome - est liée au fait que le développement économique n'est pas un processus linéaire. Il s'agit d'un moment particulier dans l'histoire des pays en développement où la trajectoire de croissance a atteint un niveau relativement élevé - ou intermédiaire - mais s'essouffle et n'est plus capable de passer à un stade plus avancé. La croissance et l'investissement ralentissent, après avoir connu des rythmes et des niveaux très élevés. Ces pays ne peuvent plus passer à une étape supérieure dans cette trajectoire économique et ne sont pas en mesure d'assurer une transition vers d'autres secteurs plus intensifs en nouvelles technologies. Plusieurs pays sont passés par là. En Asie, c'est le cas de la Malaisie, qui a connu dans les années 1980 et 1990 un développement rapide qui lui a permis de diversifier son économie et de réduire sa dépendance aux matières premières. Or, à partir du tournant du siècle, cette économie a échoué à assurer une transition vers des segments à plus haute valeur ajoutée, en dépit de la volonté et du déterminisme de la politique gouvernementale. C'est aussi le cas de la Tunisie, qui a connu le même essoufflement à partir des années 2000 et n'a pas été en mesure de passer à « l'économie du savoir » ni de devenir « l'économie émergente » qui était l'objectif essentiel du régime déchu. Pour certains experts, comme Martin Wolf, célèbre éditorialiste au Financial Times, et d'autres spécialistes, la Chine devrait connaître ce syndrome et entrer dans cette trappe si elle ne renverse pas certaines tendances actuelles.

Comment expliquer cette trajectoire et l'essoufflement des économies intermédiaires qui les conduit droit à la trappe qui peut les bloquer pour plusieurs années ? Généralement, ces pays font leurs premiers pas en bénéficiant des faibles coûts de main d'œuvre pour construire un modèle de développement tiré par les exportations et des investissements publics et privés massifs. Ces investissements leur permettent

d'échapper à la situation de pauvreté dans laquelle ils étaient au départ et de devenir des pays intermédiaires. Après, toute la difficulté pour ces pays de sortir de ce statut et passer au stade de pays avancés, provient du fait que la hausse des salaires remettrait en cause leurs avantages initiaux sans qu'ils aient pour autant construit de nouveaux avantages dans les produits à haute valeur ajoutée. Du coup, ils se retrouvent prisonniers dans cette trappe. Ils ne sont plus assez compétitifs sur les produits intensifs en travail par rapport à d'autres pays qui ont entamé leurs processus de développement de manière beaucoup plus tardive, sans être en mesure de progresser dans la chaîne des valeurs pour devenir de grands producteurs de produits basés sur le savoir et l'innovation. C'est ce blocage qui est derrière l'essoufflement des dynamiques de croissance et de développement. L'expérience historique a montré que ce blocage économique s'accompagne de l'apparition de phénomènes de corruption et de népotisme ainsi que d'autres déséquilibres notamment en matière de développement régional.

Toute la question aujourd'hui est de savoir comment sortir de cette trappe, comment échapper à ce syndrome. Généralement, la Corée du Sud est considérée comme le pays qui a réussi à gérer cette transition et à échapper à cette trappe. Les experts s'inspirent beaucoup de l'expérience coréenne pour suggérer les moyens d'en sortir. Différentes études ont mis l'accent sur un grand nombre d'éléments et de politiques à mettre en place pour réussir cette transition. Trois éléments sont à mon avis essentiels : le premier est la mise en place d'institutions ouvertes et démocratiques capables d'assurer participation et transparence ; le second est un rôle actif de l'État dans l'ouverture de nouveaux horizons, particulièrement par l'appui au secteur privé et à l'innovation et la technologie ; le troisième est une forte participation du secteur privé qui doit échapper progressivement à l'imitation et à l'assemblage des produits pour devenir un véritable acteur d'innovation et de développement de nouveaux produits.

**Question : Quelle est l'évolution économique depuis janvier 2011 dans les différents pays arabes où ces mouvements se sont manifestés ? Quels sont les facteurs de risque qui pèsent aujourd'hui sur la situation économique de ces pays et quels peuvent être les motifs d'espoir ?**

Par rapport à l'évolution économique depuis janvier 2011, on rencontre deux situations différentes dans le Monde Arabe :

- Il y a les pays qui ont connu des révoltes populaires qui se sont traduites [ou pourraient se traduire] par un changement politique (Tunisie, Égypte, Libye, Yémen, Syrie, même si les choses ne sont pas encore tranchées) de nature et d'intensité diverses, allant de la mise en place d'un processus de transition institutionnelle jusqu'à la rupture institutionnelle avec risque de guerre civile. Dans tous les cas, cela a des conséquences sur l'économie. On estime que la croissance dans ces pays sera entre 0% et 1% pour 2011. Les dernières projections du FMI prévoient que ce ralentissement se poursuivra en 2012, avec un accroissement du chômage, et n'excluent pas le risque de récession. Dans les pays où la révolution a débouché sur une période de transition politique, voire de rupture politiques (les anciennes institutions ne fonctionnent plus et il n'y en a pas encore de nouvelles) il n'y a momentanément plus de véritable maîtrise des autorités sur l'économie, ce qui peut, partiellement du moins, expliquer cette très forte chute de la croissance : le tourisme s'est immédiatement effondré, la demande sociale s'est traduite par des mouvements sociaux, la situation d'insécurité a découragé les investissements internes et étrangers.

- La deuxième série de pays, ce sont ceux où les systèmes en place ont réussi soit à initier soit à maîtriser les processus de réforme et à les canaliser. Ce sont les Pays du Golfe, le Maroc, l'Algérie et la Jordanie. Dans ces pays, on est dans une situation économique beaucoup plus stable. On reste à des taux de croissance relativement plus élevés, à 4% ou 5%. La situation macro-économique est stable, les déficits publics et extérieurs et les niveaux d'endettement sont maîtrisés. Mais les problèmes structurels

restent importants : la question de la diversification de l'économie, de l'emploi des jeunes, du chômage et des inégalités en particulier dans les grands pays où les inégalités régionales sont plus marquées. Il y a poursuite des tendances précédentes au plan macroéconomique : en dépit de la stabilisation macroéconomique, les questions structurelles restent d'actualité.

Concernant les facteurs de risque, j'en vois deux essentiellement : l'incertitude politique et l'insécurité.

L'incertitude politique va beaucoup peser sur l'avenir économique à moyen et long terme. Cette incertitude est perçue aujourd'hui au niveau de l'investissement privé et étranger. Dans le cas de la Tunisie, dans mes discussions avec des entreprises tunisiennes et étrangères, je constate que toutes ont retardé leurs investissements pour après les élections du 23 octobre. Cependant, quel que soit le résultat, cela ne changera pas grand-chose puisqu'il s'agit d'élire une assemblée constituante qui va travailler pendant une année. La période d'incertitude va donc se prolonger.

Au cœur de cette incertitude politique, il y a le poids de l'Islam politique et la nature des réformes qu'il pourrait mettre en place du point de vue économique. Il est évident aujourd'hui qu'il y a différents modèles. Le modèle turc de l'AKP exerce une attraction sur les forces islamistes essentielles, les frères musulmans avec leurs différentes variantes. Mais il ne faut pas sous-estimer l'influence des mouvements « djihadistes » qui opèrent maintenant ouvertement dans ces pays et peuvent mener à une certaine radicalisation de l'islam politique.

**Question : De ce point de vue, cela se traduit-il déjà dans les programmes des partis ?**

Ce n'est pas encore clair, c'est plutôt une grosse inquiétude. Mais fondamentalement, je pense que si du point de vue politique, les frères musulmans ont un système très conservateur, du point de vue économique leur modèle est néo-libéral, donc cela ne changera pas fondamentalement les choses. Au stade actuel, l'instabilité poli-

tique est surtout un facteur d'inquiétude et d'interrogation.

Il y a un autre facteur de risque, qui est la question de l'insécurité. Ces révolutions ont été à l'origine d'une détérioration, d'une remise en cause des services de police qui étaient répressifs.

Mais il y a aussi plusieurs facteurs positifs, essentiellement la fin de la corruption et une jeunesse formée et dynamique capable de constituer les bases du changement vers un nouveau régime de croissance.

Le premier facteur qui pourrait inciter l'investissement privé et étranger, c'est la fin de l'ère de la corruption érigée en système et l'avènement d'une bonne gouvernance économique. C'est un facteur très encourageant, et très important aux yeux de plusieurs entreprises.

L'autre facteur est la présence d'une main d'œuvre qualifiée qui peut assurer une transition des économies vers des systèmes plus intelligents.

**Question : Quel rôle peut jouer la communauté internationale en terme d'aide notamment et quelle pourra être la contrepartie de cette aide, en termes de conditionnalité : dans quel sens va-t-elle aller, va-t-elle favoriser ou au contraire imposer des contraintes par rapport aux processus en cours ?**

Je pense que la communauté internationale va se trouver dans une position très difficile du point de vue économique et financier. Les pays du G8, notamment européens, sont dans une situation critique. Aussi, s'ils soutiennent le processus politique, du point de vue financier, en ce qui concerne l'aide, les moyens qu'ils apporteront seront probablement limités. Il apparaît de plus en plus clairement que les institutions multilatérales - parmi lesquelles la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID), les Fonds de développement des pays du Golfe - vont prendre un rôle plus important. Certes, les grands pays vont continuer à peser, mais avec des moyens beaucoup plus politiques qu'économiques ou financiers.

Par rapport à la question des contreparties de l'aide, je pense que les pays concernés n'ont pas le choix, car ils sont tous dans une situation très difficile. D'un autre côté, ces institutions ont beaucoup évolué, il n'y a plus vraiment de conditionnalités au sens de réformes à mettre en place. Les conceptions ont avancé : ce sont des institutions financières qui prêtent de l'argent et sont payées en contrepartie. Évidemment, elles ont leurs priorités. Par exemple pour la BAD, ce sont les infrastructures, les aides budgétaires. Mais il n'y a vraiment pas de conditionnalité importante.

Dans les prochaines années, je pense qu'il va y avoir une répartition des rôles : d'un côté, un rôle politique pour les grands pays, de l'autre les rôles économique et financier pour les institutions multilatérales.

**Question : Quelle est l'ampleur du changement économique par rapport aux tendances à long terme dans le monde arabe pris globalement ? Y a-t-il vraiment des ruptures ou bien doit-on relativiser l'importance de ces changements au regard des tendances lourdes qui perdurent, notamment en termes d'insertion internationale et d'intégration économique régionale ? Du moins, dans le contexte d'ouverture**

**politique et de débat d'idées, un changement est-il perceptible dans la manière de poser les questions économiques et du développement ? Par exemple, la crise actuelle est-elle l'occasion de réfléchir à une autre forme de tourisme, moins néocolonial, plus respectueux des peuples, des cultures, de l'environnement ?**

Pour l'instant, il n'y a pas de vraie rupture. Sur deux constantes du modèle économique arabe - sa concentration, soit sur les matières premières soit sur les activités à forte intensité de main d'œuvre, et sa faible intégration régionale - on est toujours dans la même configuration. Toute la question est de savoir si ces événements vont ouvrir une brèche dans le modèle de base que ces économies connaissent depuis les indépendances. Pour le moment, il ne s'est encore rien passé de décisif, mais se pose la question pour l'avenir.

Pour ce qui est du tourisme, je sais qu'il y a effectivement une réflexion en cours en Tunisie, pour un tourisme plus culturel. Et puis surtout, il s'agit de l'ouvrir au marché interne. Concernant le débat économique, il y a certes une effervescence, beaucoup de discussions, de rencontres, mais pour l'heure, c'est le débat politique qui prime.

## Questions et débats

### Le groupe de travail « MEDITER »

La création de MÉDITER en 2008 correspondait à une orientation stratégique de la direction du CEPN visant à donner une visibilité et une impulsion à la recherche sur le monde arabe méditerranéen qui se développait en son sein et à la valoriser.

Créé à l'initiative de Fatiha Talahite et Saïd Souam, son objectif était de regrouper, au sein du laboratoire et à l'extérieur, des chercheurs intéressés par les économies du monde arabe<sup>1</sup> méditerranéen. Ce thème, qui s'imposait presque naturellement dans une universi-

<sup>1</sup> Dans le contexte des années 2000, le terme *arabe* avait quasiment disparu du lexique de la recherche en économie sur la région, laquelle était dominée, dans l'aire francophone, par la problématique de l'Euro-Méditerranée, tandis que dans l'aire anglophone, le terme consacré était MENA (Middle East and North Africa). Même s'ils ne sont pas satisfaits par ces vocables euphémisés, les chercheurs sont obligés de les adopter lorsqu'il s'agit d'inscrire leurs projets dans le cadre des orientations de recherche définies par les institutions et les bailleurs de fonds. Mais depuis janvier 2011, ce terme est redevenu politiquement correct dans l'univers de la recherche institutionnelle. Notons que, quel que soit le lexique utilisé, il éclaire un aspect seulement de cet ensemble régional aux frontières mouvantes, sans cesse redéfinies. Cette instabilité et cette incertitude, qui nous ont d'ailleurs amenés à mettre plutôt l'accent sur les flux et les échanges, font partie, en tant que telles, de l'objet de la recherche sur la région.

té qui accueille un grand nombre d'étudiants originaires du Maghreb, n'avait jamais existé en tant que tel au sein du CEPN, dont les économistes du développement étaient traditionnellement plus tournés vers l'Amérique Latine et l'Asie<sup>2</sup>.

Le groupe de travail MÉDITER répondait à plusieurs orientations stratégiques adoptées alors par la direction du laboratoire :

1- dans la perspective de la réorganisation de l'UMR pour son renouvellement en 2009-2012 et dans le cadre de son nouveau projet de recherche, il s'agissait, à côté des trois axes thématiques qui structuraient la recherche au sein du laboratoire, de mettre en place un thème transversal permettant de donner une visibilité et une impulsion à la recherche sur le monde arabe méditerranéen qui se développait au CEPN et de la valoriser ;

2- il s'agissait également pour le CEPN de s'intégrer activement au GDRI DREEM<sup>3</sup> du CNRS créé en 2007 ; la mise en place d'un groupe de travail sur la Méditerranée au sein du CEPN était la meilleure manière d'avoir une accroche scientifique favorisant l'insertion dans le GDRI ;

3- enfin, les chercheurs du CEPN étaient sollicités pour s'impliquer dans le nouveau thème de recherche « Mondialisation, innovation et institutions » mis en place à la MSH-Paris Nord, notamment en répondant à l'appel annuel à projets. La création de MÉDITER pour porter un projet de recherche dans ce cadre s'inscrivait dans cette orientation stratégique du CEPN.

### 1. Mise en place d'un axe transversal de recherche au sein du CEPN

L'université Paris 13 accueille traditionnellement de nombreux étudiants provenant des pays méditerranéens, en particulier du Maghreb. A l'UFR de sciences économiques et de gestion, ceux de ces étudiants qui s'inscrivent en thèse et entrent au CEPN, même s'ils ne choisissent pas nécessairement un sujet de recherche ayant un rapport direct avec leur région d'origine, sont souvent intéressés par les liens et les applications que peut avoir leur travail avec celle-ci. Mais cette partie de l'activité du CEPN n'avait pas de visibilité et n'était pas valorisée. Dans la structuration de la recherche par axes thématiques, elle n'apparaissait que dans le thème *développement*. Or depuis quelques années déjà, ce thème avait tendance à s'effacer au profit de la problématique de l'*émergence*, mettant en avant les pays d'Asie et d'Amérique Latine et négligeant le MENA et l'Afrique.

La création de MÉDITER correspondait aussi à la volonté de ses initiateurs de sortir la recherche sur la région MENA de son cantonnement au seul domaine de l'économie du développement pour la déployer dans d'autres champs de la recherche en sciences économiques : micro économie, économie des institutions, économie de la transition, économie politique, histoire économique, économie de l'énergie...

MÉDITER correspondait à une demande réelle, et dès sa création, le groupe connut un franc succès. L'activité s'est organisée principalement autour de deux séminaires : un séminaire interne, destiné aux doctorants et aux chercheurs du CEPN, et un séminaire externe, ouvert aux intervenants ainsi qu'aux publics extérieurs. Un site internet a été mis en place, géré par Nacer Ouarem : <http://groupemediter.com/>

En 2009, un financement BQR de soutien à projet de recherche émergent obtenu auprès du Conseil scientifique de l'Université Paris 13, nous a aidés à mettre en place une partie de ces activités.

A l'origine, il s'agissait d'un groupe de travail sur un thème dit transversal aux trois grands axes de recherche qui structuraient le CEPN. Cependant, les différentes réorganisations du laboratoire ont fait que le projet de thèmes de recherche transversaux a été aban-

---

<sup>2</sup> Il s'agit d'une tendance persistante de la recherche française sur le développement, d'être plus tournée vers les pays lointains (Amérique Latine, Asie, Afrique subsaharienne) et d'éviter les régions plus proches, en particulier les anciennes colonies d'Afrique du Nord.

<sup>3</sup> Groupement de Recherche International : Développement des Recherches Economiques Euro-Méditerranéennes.

donné. Du coup, le statut de MÉDITER n'a jamais été défini, malgré l'effectivité de son existence et de son activité au sein du laboratoire.

### Séminaire externe de MÉDITER (2008-2011)

(Détails sur <http://groupemediter.com>)

- **Démographie, emploi et migrations entre les rives de la Méditerranée** (25/01/08) : Kateb (INED), A qui profitera la 'fenêtre démographique' des pays du Maghreb ? - Boukllia-Hassane (Université Oran), Talahite (CEPN), Réforme des institutions du marché du travail et emploi en Algérie - Madoui (LISE, CNAM/CNRS), Marché du travail, discrimination et enjeux de reconnaissance. Enquête sur les petits entrepreneurs issus de l'immigration maghrébine - El Mouhoub (Université Paris 9), Oudinet (CEPN), Migrations et transferts de fonds. Déterminants et effets sur les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

- **Les nouvelles politiques industrielles au Maghreb** (07/11/08) : Benabdallah (INPS, Alger), Désindustrialisation dans un contexte d'ouverture en Algérie - Hattab-Christmann (Université Toulouse 1), Les nouvelles stratégies industrielles du Maroc comme modalité d'insertion dans l'économie mondiale - Ben Romdhane (Université de Tunis), La Tunisie face à la mondialisation. Y a-t-il une nouvelle politique industrielle ?

- **Economie politique de la transition dans deux économies rentières, la Russie et l'Algérie** (14/11/08) : Sapir (EHESS) pour la Russie, Benabdallah (INPS, Alger) pour l'Algérie.

**Désindustrialisation et ouverture. Le cas de l'Algérie** (23/10/08 & 5-12/11/08) : Benabdallah (INPS).

- **Enjeux et impacts de l'OMC pour les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée** (30/01/09) : Ravier, (Conseiller Cour des Comptes, ancien DG adjoint OMC) : Le système commercial multilatéral. Etat des lieux et perspectives - Barbet (CEPN), Examen des politiques commerciales et des différends impliquant les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée membres de l'OMC - Ben Hammouda (directeur IFCT, OMC) et Sadni Jallab (IFCT, OMC), Le cycle de Doha et les pays d'Afrique du Nord - Akagul (Université Lille 1), La politique commerciale de la Turquie depuis le XIXe siècle - Radu (IRDA/Paris 13), L'adhésion à l'OMC et les changements apportés au cadre juridique douanier.

- **Les mutations du travail au Maghreb** (23/03/09), Guerid (Université d'Oran, Laboratoire Savoir et société), L'exception algérienne, la modernisation à l'épreuve de la société.

- **Intégration internationale du gaz algérien et stratégies d'alliances industrielles et commerciales**, 09/11/09) : Mane-Estrada (Université de Barcelone) : L'intégration du gaz algérien dans le système énergétique espagnol - Khelif (CREAD, Alger) Les alliances commerciales et industrielles de Sonatrach dans les activités de production et de commercialisation internationale du gaz.

- **Accords de libre échange Maroc-Etats-Unis et Maroc-Union Européenne. Quels impacts en termes de sécurité alimentaire et sanitaire ?** (19/11/09) : El Maghradi (Université Mohammed V), La libéralisation des échanges agricoles au Maroc. Enjeux et contradictions- Idir (CEPN), L'accès au marché marocain des céréales. Quels impacts en termes de sécurité alimentaire - Krikorian (EHESS), Propriété intellectuelle et accès aux médicaments. Paradoxes des politiques marocaines - Guennif (CEPN), Enjeux de sécurité sanitaire au Sud. L'expérience pratique de quelques pays du Sud en matière d'usage des flexibilités prévues par l'ADPIC.

- **Histoire de la pensée économique en Islam** (24/11/09) : Verrier (Université de Tours), Introduction à la pensée économique de l'Islam jusqu'au XVe siècle - Akalay (banquier, Casablanca), La reformulation des marchés par les hadiths au 3ème siècle hégirien (816-912 J.C) - Orozco De La Torre (Casa Árabe, Madrid), The concept of Money in Islamic and Christian Scholastic Traditions. A comparative perspective - Toubia (Universités Paris 10 et Paris 13), Réflexions comparatives sur l'éthique du travail dans l'Islam et dans les autres religions monothéistes entre les VIIème et XVème siècles.

- **Politiques monétaires et institutions financières dans le MENA** (04/03/10) : Cobham (Heriot-Watt University, Edinburgh), Monetary policy strategies, financial institutions and financial markets. An analytical framework applied to MENA countries - Zouache (Université Saint-Etienne), Institutional heritage, monetary policy and independence of the Bank of Algeria.

- **Political Settlement in the Governance of Growth-Enhancing Institutions**, (02/02/11): Khan, (SOAS, London).

- **L'Algérie face aux défis de la globalisation** (8/02/11), Journée d'étude MÉDITER-EDDEN, CNRS/Université de Grenoble <http://www.msh-alpes.prd.fr/Access/index.htm>

- **Enjeux économiques, explosions sociales et perspectives de changement politique au Maghreb** (10/02/11) : Table ronde Tunisie - Algérie - Égypte : Beji (CEPN), Moisseron (IRD), Oudinet (CEPN), Talahite (CEPN).

- **The Todaro Paradox revisited. An individual-based approach** (16/03/11): Belarbi (CREAD, Alger).

- **Do growth determinants differ between countries in the MENA region?** (25/03/11): Belarbi (CREAD, Alger).

- **Migration and development policy in Morocco and Mexico** (27/04/11): Iskander (University Wagner, NY), Creative State. Forty Years of Migration and Development Policy in Morocco and Mexico.

- **Les groupes industriels en Algérie. Une évolution dans la configuration stratégique des entreprises publiques** 22/06/11), Meliani-Berrahou (Université de Mascara, Algérie).

## 2. Participation du CEPN au GDRI DREEM du CNRS

En 1995, sous l'impulsion du lancement du partenariat euro-méditerranéen, la recherche en économie sur la région avait pris un nouveau départ et se déployait à travers des réseaux de recherche comme l'ERF<sup>4</sup>, le FEMISE<sup>5</sup>, le programme méditerranéen de l'Institut européen de Florence et d'autres institutions et centres de recherche en Europe et dans le monde... Il était donc nécessaire que le CEPN soit mieux identifié et plus visible pour ces réseaux.

La création du GDRI DREEM a été précédé par un réseau informel lancé en 1996, auquel Fatiha Talahite avait participé, notamment en réalisant, avec Larbi Talha, un rapport sur « L'état de la recherche en France sur les économies du monde arabe », à la demande de Pascal Petit. Ce réseau a débouché sur la création en 1999 par le CNRS du Groupement de Recherche EMMA (Économie Méditerranée Monde Arabe), qui a fonctionné sur la période 1999-2006 et aux activités duquel le CEPN a collaboré. Renouvelé en 2003, EMMA a cessé d'exister fin 2006. Le GDRI DREEM a pris la suite pour la région. Créé en 2007, il vient d'être renouvelé pour la période 2011-2014.

Le CEPN est partie prenante du GDRI DREEM depuis sa création. Fatiha Talahite est membre du comité d'organisation et Saïd SOUAM membre du comité d'orientation scientifique. MÉDITER a organisé la première manifestation scientifique de DREEM, une journée d'étude « démographie, emploi et migrations entre les rives de la Méditerranée », le 25 janvier 2008, à la MSH Paris Nord. Depuis, un grand nombre d'activités de MÉDITER ont été organisées dans le cadre de DREEM et des membres de MÉDITER ont participé aux activités organisées par DREEM notamment aux congrès d'Istanbul en mai 2009 et du Caire en décembre 2010.

### GDRI DREEM CNRS

Le GDRI (Groupement de Recherche International) DREEM (Développement des Recherches Économiques Euro- Méditerranéennes) est un réseau réunissant des centres de recherche en France et dans les pays du Sud de la Méditerranée dont les instituts français du CNRS à l'étranger. Créé en 2007 pour 4 ans, il a été renouvelé jusqu'en 2014. Ses objectifs sont :

- promouvoir la recherche économique sur les pays du pourtour de la Méditerranée,
- consolider l'intégration franco-méditerranéenne dans les domaines des sciences sociales en général et économiques en particulier.

Les recherches relèvent des disciplines économiques et développent des thématiques à la frontière d'autres disciplines de sciences sociales (géographie, histoire économique, démographie, sociologie, anthropologie, droit...) telles que : migrations internationales, institutions et gouvernance, environnement et développement durable, entreprise, énergie, finance et taux de change ..

Aux recherches centrées sur l'impact du partenariat euro-méditerranéen sont associées des thématiques spécifiques aux pays du Sud de la Méditerranée.

<http://gdri-dreem.org/>

## 3. Participation à l'axe de recherche « mondialisation, institutions et innovation » de la MSH-Paris Nord

En 2008, nous avons obtenu un soutien de la MSH Paris Nord pour un projet de recherche intitulé « échange, flux et institutions dans les relations transméditerranéennes », porté par Fatiha Talahite et Saïd Souam.

En investissant la MSH-PN, nous nous engageons dans des activités et des échanges pluridisciplinaires, en direction de disciplines comme la science politique, la démographie, la sociologie, l'histoire..

Ce projet a débouché en 2009 sur l'institution par la MSH-PN d'un thème lé « échange, flux et institutions » au sein du nouvel axe de recherche « mondialisation, innovation » (axe 3). En tant que coordinateurs de ce thème, et dans le cadre de notre

<sup>4</sup> Economic Research Forum.

<sup>5</sup> Forum Euro-méditerranéen des Instituts de Sciences Économiques.

projet de recherche, nous avons organisé de nombreuses activités à la MSH-PN et nous nous sommes également employés à susciter et encourager des propositions de projets de recherche s'inscrivant dans ce thème.

## Résumé du projet de recherche :

### Échanges, flux et institutions dans les relations transméditerranéennes.

La mondialisation et sa régulation sont abordées à partir d'un espace régional – l'espace transméditerranéen – dans lequel se manifestent des flux et échanges ayant une dimension internationale. Le point de départ est le constat que ces échanges, parmi les plus anciens dans l'histoire des relations internationales, sont pris dans des dynamiques allant au-delà des rives de la Méditerranée. L'objectif est d'en capturer la dimension institutionnelle : comment naissent et se développent ces flux humains et financiers, matériels et immatériels, quelles sont les dynamiques qui en sont à l'origine, à quelles contraintes sont-ils soumis ? Comment des règles et des institutions émergent de ces échanges ou s'imposent à eux de manière exogène ? Y a-t-il une spécificité institutionnelle à la région, déterminante pour l'activité économique ? Cette recherche a un caractère pluridisciplinaire, du fait des dimensions multiples de son objet, mais aussi de la pluralité des approches et des méthodes. Il s'agira de faire le point des avancées théoriques et empiriques sur la question et de susciter un débat, en organisant des contacts et rencontres entre disciplines et courants de pensée. Un accent particulier sera mis sur les méthodes quantitatives - en travaillant notamment sur les bases de données institutionnelles - ainsi que sur les comparaisons internationales.

Mots-clé : échanges, euro-méditerranée, institutions, mondialisation, Régulation.

## MSH Paris Nord

### Axe 3 - thème 5 : Flux, Échanges et Institutions

Coordonnateurs : Fatiha Talahite, chargée de recherche, CNRS et Said Souam, professeur (appel à projets 2010 et 2011)

Ce thème met en contact des chercheurs de différentes disciplines en SHS ayant en commun de travailler sur l'espace mondial en tant qu'espace structuré et traversé par des échanges multidimensionnels, matériels et immatériels, humains et économiques, sociaux, culturels, scientifiques, technologiques. Il s'agit en particulier d'étudier la dimension institutionnelle de ces échanges : comment naissent-ils et se développent-ils ? Quelles sont les dynamiques qui en sont à l'origine et qui accompagnent leur développement ? À quelles contraintes sont-ils soumis ? Comment des règles et institutions émergent-elles de ces échanges ou s'imposent-elles à eux de manière exogène ?

Les projets porteront principalement sur la région méditerranéenne. Cet espace d'échanges, parmi les plus anciens dans l'histoire des relations internationales, est en effet pris aujourd'hui dans une vaste dynamique de changement, ou plutôt des dynamiques, lesquelles s'inscrivent souvent dans des espaces plus larges que celui des pays riverains de la Méditerranée. Par exemple, l'on ne peut pas étudier les migrations transméditerranéennes sans inclure, d'une part, l'Afrique subsaharienne, d'autre part, l'ensemble du territoire européen et même au-delà. De la même manière, l'analyse des flux économiques et financiers doit intégrer l'environnement global de la mondialisation. Autre exemple, l'étude des relations entre les sociétés et, à un niveau micro, entre les individus, les entreprises, les organisations, nécessite de prendre en compte des contextes locaux et des trajectoires singulières. Ainsi caractérisé, ce thème englobe non seulement les échanges Nord-Sud – les plus visibles - mais également les autres orientations - Est-Ouest, Sud-Sud – que peuvent prendre ces relations.

Cinq sous thèmes ont été identifiés (pour plus de détails, voir <http://groupemediter.com/>)

- Travail et capital humain
- Stratégies des acteurs, dynamiques sectorielles
- Commerce et intégration régionale
- Monnaie, banque, finance
- Institutions et développement

Cette année, l'ouverture vers d'autres régions, dans le cadre d'études comparatives entre pays ou groupes de pays, sera privilégiée. On pourra par exemple comparer l'intégration régionale en Méditerranée avec celles d'autres régions (en Asie, Afrique, Amérique Latine..), ou la transition vers l'économie de marché en Méditerranée et dans d'autres ex-pays socialistes, ou encore les caractéristiques des économies pétrolières de la Méditerranée avec celles d'autres régions du monde. L'accent sera mis en particulier sur trois éléments, envisagés du point de vue de leur impact sur le développement : l'informel ; les droits de propriété ; la crise financière internationale.

Très vite pourtant, il est apparu que la demande adressée à MÉDITER n'avait pas de commune mesure avec ses moyens humains et matériels. En effet, en créant ce groupe de travail, nous avons fait le pari que, dans la mesure où il correspondait à une demande réelle, il serait vite relayé au plan institutionnel et trouverait les soutiens nécessaires pour se renforcer et se pérenniser. Aujourd'hui, après quatre années d'existence, force est de constater que cela ne s'est pas produit, malgré un investissement important et un bilan plus que positif en termes d'activités, de production scientifique et de rayonnement. Au contraire, les nouvelles orientations de la recherche ainsi que la politique de recrutement au CEPN font que MÉDITER, loin d'avoir pu se renforcer, n'a aujourd'hui plus les moyens de fonctionner en tant que tel. Pour 2011, nous avons prévu un pro-

gramme bien plus riche et ambitieux. Malheureusement, comme nous avons dû faire avec très peu de moyens, nous avons été obligés de nous limiter et d'abandonner l'objectif d'assurer un séminaire de recherche régulier. Malgré tout, sous l'impulsion des « révoltes arabe », nous avons finalement organisé sept séances qui ont rencontré un intérêt certain du côté du public de Paris 13 et au-delà, avec une demande accrue d'analyses et de débats sur la situation économique des pays arabes. Pourtant, nous ne pourrions pas continuer ces activités en 2012.

Nous avons alors décidé de suspendre les séminaires pour nous consacrer en priorité à la recherche. Nous avons engagé un programme sur le thème « Institutions, gouvernance et croissance à long terme dans le MENA. Étude de cas ».

## Résumé du projet de recherche :

### **Institutions, gouvernance et croissance à long terme dans le MENA. Étude de cas.**

Ce projet porte sur les déterminants institutionnels de la croissance de long terme et vise notamment, sur la base de monographies par pays, à mettre en évidence des configurations institutionnelles caractéristiques des pays en développement en relation avec leur régime de croissance. L'objectif est d'atteindre une compréhension fine des interactions entre accumulation économique, formes d'organisation politique et cohésion sociale, dans une perspective d'économie politique du développement, appuyée sur une démarche pluridisciplinaire.

L'étude s'applique à la région MENA [Middle East & North Africa], avec le double objectif d'y explorer les déterminants institutionnels de la croissance de long terme et de participer dans le même temps à des études transversales et à la réflexion théorique en interaction avec des chercheurs et équipes travaillant sur d'autres régions. Dans une première phase, nous nous proposons de réaliser une étude de cas sur un pays (l'Algérie). Parallèlement et en nous aidant des connaissances pratiques et théoriques mobilisées pour cette première étude, nous préparerons activement la mise en place ultérieure d'un projet plus ambitieux élargi à d'autres pays de la région.

Mots-clé : Algérie – croissance - institutions – MENA – rente.

Ce projet, porté par Fatiha Talahite et Mehdi Abbas, a été accepté par le conseil scientifique de la MSH-PN et a reçu dans ce cadre un soutien logistique pour 2011, mais pas de financement propre. Pour réaliser l'étude de cas sur l'Algérie, nous avons obtenu en 2011 une aide de la part du SREI (Université Paris 13) et de l'UFR Sciences économiques et de gestion. Nous avons également trouvé un financement auprès du Ministère Algérien de la Recherche Scientifique, dans le cadre de son Programme National de Recherche (PNR). Le projet intitulé « Rentes, institution et croissance. Recherche de liens et mécanismes d'interaction dans l'économie algérienne », est porté par Yacine Belarbi du CREAD (Alger).

Nous n'abandonnons pas pour autant le séminaire, d'autant que dans le contexte actuel dans le monde arabe il est plus que jamais nécessaire de développer la réflexion et les échanges sur les questions économiques. Nous sommes en train d'examiner les possibilités de le relancer dans un autre cadre sous une forme nouvelle.

*Fatiha Talahite et Saïd Souam, Novembre 2011*

## Quelques publications récentes de membres de MÉDITER

### Coordination de numéros de revues

- Talahite Fatiha, a coordonné avec Mihoub Mezouagi un dossier intitulé : Souveraineté économique et réformes en Algérie, dans *Confluences Méditerranée* n°71, automne 2009.  
<http://www.confluences-mediterranee.com/spip.php?rubrique267>

### Articles et parties d'ouvrages

- Talahite Fatiha et Rafik Bouklia-Hassane, « Las políticas industriales en Argelia (1963-2007) », in Orosco de la Torre (dir.), *Políticas industriales en el Magreb*, Casa Arabe, Madrid, 2011. Version française à paraître en 2012.
- Talahite Fatiha et Olivia Orosco de la Torre, « La question industrielle au Maghreb », introduction à Orosco de la Torre (dir.), *Políticas industriales en el Magreb*, Casa Arabe, Madrid, 2011, 6 pages. Version française à paraître en 2012.
- Talahite Fatiha et Ahmed Hammadache, « L'économie algérienne d'une crise à l'autre », *Maghreb-Machreck*, n°206, hiver 2010-2011.
- Benabdallah Youcef, « Rente et désindustrialisation », *Confluences Méditerranée*, n°71, automne 2009.
- Guennif Samira, « Harmonisation globale des systèmes de brevet et impact locaux. Brevet et accès aux médicaments dans les pays en développement sous AADPIC et AADPIC plus », *Economie et Institutions*, 2009.
- Guennif Samira, « Droits de propriété intellectuelle et santé publique dans les pays du Sud. L'enjeu des médicaments antisida », *Transcontinentales*, 2009.
- Serranito Francisco, « Convergence des pays de la région MENA vers le niveau de revenu des pays du Sud de l'Europe : une évaluation empirique », *Economie Appliquée*, N° 2, 2009.
- Barbet Philippe, Said Souam, Fatiha Talahite, « Enjeux et impacts de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC », *Economie et Société* (revue publiée par l'université de Constantine, Algérie), n°5, 2008.
- Talahite Fatiha et Mihoub Mezouaghi, « Repli souverainiste ou ajustement de l'ouverture ? », *Confluences Méditerranée* n°71, automne 2009.
- Talahite Fatiha et Rafik Bouklia-Hassane, « Marché du travail, régulation et croissance économique en Algérie », *Tiers Monde*, N°194, Avril-Juin, 2008.

### À paraître en 2012

- Talahite Fatiha coordonne un dossier intitulé : « Trois décennies de transformations économiques, politiques et sociales en Algérie, des années 80 aux années 2000 », dans *Tiers Monde*, à paraître juin 2012.
- Musette, M.S., Said Souam et A. Bourgeot (eds), *Migrations africaines*. Tome 1. *Droits et politiques*, édition du CREAD (Alger), à paraître 1er trimestre 2012.
- Souam, Said, « Migrations, marché du travail et migrants de retour ». Introduction, in *Migrations africaines*. Tome 1. *Droits et politiques*, Musette, M.S., S. Souam et A. Bourgeot (eds.), 5 pages, à paraître, 1er trimestre 2012.
- Souam Said, Yanis Ainas et Nacer Ouarem, « Les hydrocarbures : atout ou frein pour le développement de l'Algérie ? », soumis à *Tiers Monde*.
- Souam Said et Zoubir Benhamouche, « Les IDE en Algérie : Quelles leçons tirer de l'expérience internationale ? », en révision, *Les Cahiers du CREAD*.

## Thèses de doctorat réalisées ou en cours de réalisation avec l'appui de MÉDITER

### Soutenues :

- Nacer Ouarem, "SONATRACH entre institutions et organisation. Analyse institutionnaliste du secteur des hydrocarbures en Algérie (1958-2006)", thèse de Sciences économiques de l'EHESS, dir. Jacques Sapir, soutenue le 18 novembre 2010.
- Mohamed Ali Elhaou, "Ère du changement en Tunisie?", thèse de Sciences de la communication de l'université Paris 13, dir. Pierre Moeglin, soutenue le 22 juin 2010.
- Ramsi Hadji, "La quantification du progrès social. Application aux pays européens et approfondissement sur le cas de l'Algérie", thèse de Sciences économiques de l'université Paris 13, dir. George Menahem, soutenue le 7 avril 2011.

### En cours :

- Yanis Ainas, "La libéralisation du marché gazier en Europe et ses impacts sur les pays producteurs : le cas de l'Algérie", thèse de Sciences économiques de l'Université Paris 13, dir. Said Souam.
- Rania Ferchichi, "Les fusions-acquisitions en Tunisie", thèse de Sciences économiques en cotutelle des Universités Paris 13 et Sousse (Tunisie), dir. Said Souam.
- Ahmed Hammadache, "Rente pétrolière, ajustements internationaux et dynamique nationale", thèse de Sciences économiques de l'Université Paris 13, dir. Jacques Mazier.
- Rachid Mira, "Institutions et développement économique en Algérie", thèse de Sciences économiques de l'Université Paris 13, dir. Fatiha Talahite.
- Sofiane Saidi, "1830-1962 : Investissement, croissance et développement humain dans l'Algérie coloniale. Une approche cliométrique", thèse de Sciences économiques de l'Université Paris 13, dir. Fatiha Talahite.

# Activités du CEPN : LES THÈSES

## Thèses soutenues au CEPN en 2011

- ▶ **Bruno DE CONTI**, *Les politiques de change et monétaire : les dilemmes affrontés par des pays à monnaies périphériques*, Sous la direction de Dominique PLIHON, Thèse soutenue le 16/02/2011, Mention très honorable
- ▶ **Ramzi HADJI**, *La quantification du progrès social application aux pays européens et approfondissement sur le cas de l'Algérie*, Sous la direction de Georges MENAHEM, Thèse soutenue le 08/04/2011, Mention très honorable
- ▶ **Estelle GESBERT DUPORT**, *L'épargne salariale : instrument unique en réponse à de multiples problématiques*, Sous la direction de Dominique PLIHON, Thèse soutenue le 05/12/2011, Mention très honorable
- ▶ **Sabina ISSEHNANE**, *L'insertion des jeunes : une évaluation de dispositifs d'emploi et de formation professionnelle*, Sous la direction de Hélène ZAJDELA, Thèse soutenue le 07/12/2011, Mention très honorable avec félicitations du jury
- ▶ **Cristina MELLO RODRIGUES D'ALMEIDA**, *The Role of the State in the Construction of Public Health Policies: the Brazilian Experiences on the Fight Against the HIV/AIDS Pandemic*, Sous la direction de Benjamin CORIAT, Thèse soutenue le 09/12/2011, Mention très honorable avec félicitations du jury
- ▶ **Elif UNAN**, *International Migration and Migrant Remittances: the Case of Turkish Migrants in France*, Sous la direction de El Mouhoub MOUHOUD et Joël OUDINET, Thèse soutenue le 14/12/2011, Mention très honorable avec félicitations du jury
- ▶ **Nelly RAKOTO-TIANA**, *L'école primaire pour tous ? Politiques éducatives, demande d'éducation et travail des enfants à Madagascar*, Sous la direction de François ROUBAUD, Thèse soutenue le 16/12/2011, Mention très honorable avec félicitations du jury
- ▶ **Samy EL GOUDDI**, *Externalités intersectorielles, externalités intra-sectorielles et spécialisation technologique internationale*, Sous la direction de El Mouhoub MOUHOUD, Thèse soutenue le 20/12/2011,
- ▶ **Fouzia SAIDI**, *Le microcrédit au Maroc*, Sous la direction de Michel ROUX, Thèse soutenue le 13/12/2011, Mention très honorable avec félicitations du jury
- ▶ **Haifeng GUO**, *Le comportement des touristes chinois en Europe*, Sous la direction de Jean-Jacques CROUTSCHE, Thèse soutenue le 01/12/2011, Mention très honorable
- ▶ **Fassory SANGARE**, *La gestion des conflits commerciaux et l'OMC : l'apport de l'analyse*, Sous la direction de Robert NUMEN, Thèse soutenue le 09/02/2011, Mention très honorable

# Activités du CEPN : LES SÉMINAIRES

## Le Séminaire du Laboratoire

Le séminaire du CEPN permet d'inviter un-e chercheur-se à présenter ses travaux sur des thématiques qui intéressent le laboratoire. Le séminaire est organisé sur une base mensuelle. Les deux premières heures sont prévues pour la présentation et la discussion engagée par un membre du CEPN, la dernière est prévue pour une discussion plus informelle afin de permettre à ceux qui le souhaitent de quitter la salle à 16h.

Avant le séminaire, tous ceux et toutes celles qui le souhaitent sont invités à se retrouver pour déjeuner au Truffier de la plaine, à proximité immédiate de la MSH.

- **02 décembre 2011** – Tony LAWSON (University of Cambridge, UK) :  
*Heterodox Economics and Pluralism*
- **13 janvier 2012** – Robert GUTTMAN (Hofstra University, USA)  
*Bilan Critique du premier mandat de Barack Obama*

Le séminaire a lieu :

Le vendredi  
de 14h à 17h  
à la MSH – Paris Nord  
Salle de conférences

4 rue de la croix-Faron  
Saint-Denis

 Stade de France  
 153 -  302

- **17 février 2012** - Sébastien LECHEVALLIER (EHESS)  
*La grande transformation du capitalisme japonais*
- **9 mars 2012** - Gérard DUMENIL (Université Paris X Nanterre)  
*Crises, lendemains de crises et horizons post-néolibéraux*
- **6 avril 2012** - Jézabel COUPEY-SOUBEYRAN (Université Paris I)  
*Have Central bankers and economists learned the same lessons from the financial crisis? Lessons from an international survey*
- **4 mai 2012** - Bruno THERET (Université Paris Dauphine)  
*La crise de l'eurozone et sa sortie possible par le haut à la lumière de l'histoire argentine*
- **15 juin 2012** - Eve CHIAPELLO (HEC)  
« Titre à venir »

## Le 'LUNCH SEMINAR' du CEPN

Le « Lunch Seminar » est un séminaire bimensuel dont l'objectif principal est de permettre la présentation informelle d'articles en cours de finalisation.

Le « Lunch Seminar » est ouvert en priorité aux chercheurs du CEPN, il peut cependant également accueillir des doctorants en fin de thèse ou des chercheurs travaillant sur les thèmes propres du laboratoire ;

Le séminaire se déroule dans un cadre informel avec une forte interaction entre l'orateur et les participants au séminaire. Ces derniers peuvent interrompre l'orateur à tout moment de façon à permettre la discussion des hypothèses ou des techniques mises en œuvre au cours de la présentation.

Outre le fait de permettre la discussion des travaux à un stade préliminaire, ce séminaire a pour vocation de favoriser les liens entre les membres du laboratoire, de mieux connaître l'évolution des problématiques de chacun et de permettre de favoriser les éventuelles collaborations entre chercheurs des différents pôles.

Le séminaire a lieu :

Le jeudi  
de 12h30 à 13h30  
En salle K301

99 av. Jean-Baptiste Clément  
Villetaneuse

  Épinay-Villetaneuse

- **05 octobre 2011** - Jamel SAADAOUÏ :  
*Exchange Rate Dynamics and Fundamental Equilibrium Exchange Rates*
- **13 octobre 2011** Jean-Baptiste GOSSE et Francisco SERRANITO :  
*Reopening the debate on global imbalances: a panel cointegration analysis of current account determinants in OECD countries*
- **27 octobre 2011**, Luca FANTACCI et Yuri BIONDI :  
*Monnaie et comptabilité face à la globalisation*
- **10 novembre 2011** - Thierry KIRAT :  
*Tradition juridique et qualité des institutions : la colonisation des pays de droit civil est-elle distinctive ?*
- **24 novembre 2011** - Vincent BOUVATIER et Sandra RIGOT :  
*Pension Funds' Allocations to Hedge Funds: An Empirical Analysis of U.S. and Canadian Defined Benefit Plans*
- **1er décembre 2011** - Dominique PLIHON et Nathalie REY :  
*Spreads souverains et risque politique : une relation ambiguë*
- **19 janvier 2012** - Jean-Baptiste GOSSÉ et Cyriac GUILLAUMIN  
*Can External Shocks Explain the Asian Side of Global Imbalances? Lessons from a Structural VAR Model with Block Exogeneity.*
- **23 février 2012** - Angel ASENSIO  
*Keynes's General Theory for Neoclassically formed minds*
- **15 mars 2012** - Sabina ISSEHNANE  
*Le développement de l'apprentissage dans le supérieur : une évaluation empirique à partir de l'enquête « Génération 2001.*

## Le séminaire de recherche en sciences de gestion

Contacts : Marie-Hélène VIGLIANO, Camal GALLOUJ

Le séminaire a lieu :

le jeudi, de 14h30 à 16h30  
IUT de Saint Denis  
Salle du conseil, Bat A, 1er étage  
Place du 8 mai 1945 à Saint Denis

 **M13** Saint Denis Basilique

- **15 Décembre 2011** - Abdelmajid AMINE (Université Paris 12, UPEC)  
*Déviance et consommation*
- **12 Janvier 2012** - Dhafer SAÏDANE (Université de Lille 2)  
*La finance islamique : opportunités et zones d'ombre*
- **26 Janvier 2012** - Philippe MOATI (Université Paris Diderot) et Pierre VOLLE (Université Paris Dauphine)  
*La montée en compétences marketing dans la distribution : quels enjeux managériaux ?*
- **16 Février 2012** - Faridah DJELLAL et Faïz GALLOUJ (Université de Lille 1)  
*Innovation and Services : Issues at Stake and Trends*
- **29 Mars 2012** - Emmanuel LAZEGA (Université Paris Dauphine)  
*Réseaux et régulation de la propriété intellectuelle*
- **12 Avril 2012** - Yvon PESQUEUX (CNAM)  
*Modèles, métaphores et images en sciences des organisations*
- **31 Mai 2012** - Alain FAYOLLE (EM Lyon)  
*Un regard sur la recherche internationale en entrepreneuriat : quelle place pour les contributions francophones?*

## Les ateliers doctorants

L'atelier doctorants des thèmes 1 et 2 est un séminaire mensuel dont l'objectif est d'assister les doctorants dans leurs travaux de recherche.

Les doctorants du thème 3 présentent leurs travaux lors de « Doctoriales », d'une demi-journée ou d'une journée organisées trois fois dans l'année.

L'atelier doctorants de gestion est un séminaire mensuel au cours duquel chaque présentation est discutée par un senior et un doctorant.

Les ateliers des thèmes 1, 2 et 3 ont lieu :

Le vendredi de 10h00 à 12h00  
à la MSH – Paris Nord

 **RER D** Stade de France -  **BUS 153** -  **BUS 302**

Les ateliers de gestion ont lieu :  
Le jeudi de 12h à 14h

IUT de Bobigny - Salle du Conseil  
 **T1** Drancy-Avenir -  **BUS 134** -  **BUS 234**

### Ateliers des thèmes 1 et 2

- **21 Octobre 2011** :
  - Ahmed Hammadache (Dir J.Mazier) : *Taux de change d'équilibre des pays pétroliers et prix du pétrole*. (Co-écrit avec N. Aflouk). Rapporteur F.Talahite
  - Luis Reyes Ortiz (Dir J.Mazier et D.Lang) : *Finance-led growth in France*. Rapporteur M. Clevenot.
- **25 Novembre 2011** :
  - Luis Reyes Ortiz (Dir J.Mazier et D.Lang) : *Effective Demand in the Recent Evolution of the US Economy*. Rapporteur M. Clevenot.
- **20 Janvier 2012** :
  - Rafael Cagnin (Dir. D.Plihon et R. Guttman) : *Une approche régulationniste et comparative des marchés immobiliers français et américain*. Rapporteur R. Guttman.
  - Khalil Nattahi (Dir D.Plihon) : *Dynamique non linéaire du marché boursier français*. Rapporteur N Rey.

- **24 Février 2012 :**
  - Meriem Bouchoucha (Dir D.Plihon et A.Lopez) : *L'impact du taux de change sur le commerce européen.*
  - R. Stieglitz / I. Hafrad (Dir.J.Mazier J.P.Cling A. Lopez).
- **Mars 2012 :**
  - **Sofiane Saidi** (Dir. F.Talahite) : *Prémices d'une analyse cliométrique de la colonisation française en Algérie.*
- **Mai 2012 :**
  - Jamel Saadaoui (Dir J.Mazier) : *Financialization and flexible exchange rates in a SFC framework.*
  - Walid Drira (Dir A.Lopez).
- **Juin 2012 :**
  - Catherine Le (Dir J.M.Courtault, K. EL Dika, N.Rey) : *Expected shortfall application on a portfolio of assets* (titre provisoire).

## Doctoriales du thème 3

- **27 janvier 2012 :**
  - Heger Attaya (Dir. P. Petit) : *Simulation and modelisation of pirates users and impacts on free software network size.* Rapporteur : I. Liotard
  - Florence Gallois (Dir. M. Nieddu - Univ Reims) : *Un secteur services à la personne où coexistent plusieurs modèles productifs.* Rapporteur : B. Coriat

## Séminaire doctoral en gestion

- **25 avril 2012** - Le prochain séminaire doctoral en gestion fera l'objet d'une session spécifique intégrée au colloque AID - ISRICH qui se déroulera à l'Université Paris 13 du 25 au 27 avril 2012)

## Séminaire du groupe de travail

### "Analyses et modélisation post-keynésiennes"

Séminaire mensuel ouvert, organisé par le CEPN avec le soutien du CNRS et de l'Université Paris 13 (contact : lang.dany@univ-paris13.fr)

Le séminaire a lieu :

Le vendredi - de 14h à 17h  
à la MSH – Paris Nord -  
Salle de conférences  
4 rue de la croix-Faron  
Saint-Denis

  Stade de France  153 -  302

- - **7 octobre 2011** - Louis-Philippe ROCHON (Laurentian U., Canada)
- - **4 novembre 2011** - Ricardo ARAUJO (Brasilia U., Brasil)
- - **2 décembre 2011** - Tony LAWSON (Cambridge U., UK)
- - **24 février 2012** - Bernard VALLAGEAS (Sceaux U., France)
- - **30 mars 2012** - Edwin Le HÉRON (Sciences Po Bordeaux, France)
- - **13 avril 2012** - Gennaro ZEZZA (Cassino U., Italy)
- - **20 mai 2012** - Tom STANLEY (Hendrix Coll., USA & L.S.E, UK)
- - **8 juin 2012** - Mark SETTERFIELD (Trinity Coll., USA)
- - **22 juin 2012** - Marc LAVOIE (Ottawa U., Canada)

## Séminaire Associé SÉPOSA : "Séminaire d'Économie Politique de la Santé"

Séminaire Trimestriel ouvert, co-organisé par le CEPN, EconomiX (Université Paris 13), REGARDS (Université de Reims Champagne-Ardenne) et CEPREMAP.

Le séminaire SEPOSA est un espace de discussion autour de la thématique du marché en santé. Le séminaire SEPOSA cherche à valoriser le pluralisme des approches en économie. Il s'inscrit dans une économie ouverte aux autres sciences sociales et désireuse de ne pas déconnecter la recherche des problèmes de société. L'accès au séminaire est libre. <http://ecoposante.free.fr>

Le séminaire a lieu :

Le vendredi, de 14h à 17h  
à la Maison des Sciences Économiques  
106/112 Boulevard de l'Hôpital - Paris

 5 Campo-Formio

- **2 décembre 2011** - Les effets pervers de la réforme hospitalière
  - Nicolas BELORGEY (PRISME-GSPE - UMR CNRS 7012) : *Réduire le temps d'attente et de passage aux urgences. Une entreprise de « réforme » d'un service public et ses effets sociaux.*
  - Jean Paul DOMIN : (OMI - EA 2065, Université de Reims Champagne-Ardenne) : *La mise en oeuvre d'outils de gestion dans les établissements hospitaliers : les incohérences d'une politique publique (1980-2009).*
- **16 mars 2012** - La dépendance et les aidants
  - Florence GALLOIS (OMI - EA 2065 - Université de Reims Champagne Ardenne) : *L'aide à domicile aux personnes âgées.*
  - Marie-Eve JOËL : (LEDA\_LEGOS - Université Paris Dauphine) : *Les enjeux économiques de l'aide informelle.*
- **11 mai 2012** - La Performance économique en Santé (titre provisoire)  
Exceptionnellement, la séance sera intégrée au Workshop organisé à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La-Défense.

# Activités du CEPN : LES COLLOQUES

## International Workshop on “Nonlinear and Asymmetric Models in Applied Economics”

Workshop co-organisé par le CEPN, EconomiX (Université Paris 13), et la Banque de France.

### Contacts :

- Antonia López-Villavicencio, CEPN-CNRS  
(lopezvillavicencio@univ-paris13.fr)
- Valérie Mignon, EconomiX-CNRS  
(valerie.mignon@u-paris10.fr)
- Laurent Ferrara, Bank of France and EconomiX-CNRS  
(laurent.ferrara@banque-france.fr)

Inscriptions : <http://economix.fr/fr/activites/colloques/?id=145>

Le workshop a lieu :

Le 12 avril 2012 – de 9h00 à 17h45  
au Couvent des Récollets  
150/154 rue du Faubourg Saint Martin  
75010 Paris



### Program :

- 9:00 - Welcome breakfast
- 9:30-10:45 - Keynote speaker: Timo TERÄSVIRTA (CREATES, Aarhus Univ.): *Specification, estimation and evaluation of Vector Logistic STAR models with applications.*
- 10:45-11:15 - Coffee break
- 11:15-11:50 - P. ALBUQUERQUE (Euromed Management, Univ. Aix-Marseille, DEFI & IDEP): *The Effects of Nonlinear Aggregation on the Relationship between Inequality and Growth.* Discussant: M. MOGLIANI (Bank of France)
- 11:50-12:25 - M. GREENWOOD-NIMMO (Univ. of Leeds), Y. SHIN (Univ. of York) and T. Van TREECK (IMK, Hans Boeckler Stiftung): *Fundamental Asymmetries in US Monetary Policymaking: Evidence from a Nonlinear Autoregressive Distributed Lag Quantile Regression Model.* Discussant: S. LAURENT (Maastricht Univ. and CORE)
- 12:25-13:00 - F. BEC (THEMA, Univ. Cergy-Pontoise) and M. Ben SALEM (CEE): *Inventory Investment and the Business Cycle: The Usual Suspect.* Discussant: P. TOWBIN (Bank of France)
- 13:00-14:30- Lunch
- 14:30-15:05- L. FERRARA (Bank of France and EconomiX), M. MARCELLINO (European Univ. Institute) and M. MOGLIANI (Bank of France): *Macroeconomic forecasting during the Great Recession: The return of non-linearity?* Discussant: K. BOUDT (KU Leuven and VU University Amsterdam)
- 15:05-15:40 - S. LAURENT (Maastricht Univ. and CORE), C. LECOURT (CeReFim, Univ. Namur and Maastricht Univ.) and F.C. PALM (Maastricht Univ.): *Testing for jumps in GARCH models, a robust approach.* Discussant: C. Lopez (Bank of France)
- 15:40-16:00 - Coffee break
- 16:00-16:35 - G. DUFRÉNOT (DEFI, Univ. Marseille), V. MIGNON (EconomiX-CNRS and CEPII) and A. PÉGUIN-FEISSOLLE (AMSE and GREQAM-CNRS): *The effects of the subprime crisis on the Latin American financial markets: An empirical assessment.* Discussant: D. COULIBALY (CEPII)
- 16:35-17:10- A. PÉGUIN-FEISSOLLE and B. SANHAJI (AMSE and GREQAM-CNRS): *Testing the constancy of conditional correlations in multivariate type-GARCH models.* Discussant: S. TOKPAVI (EconomiX)
- 17:10-17:45 - K. BOUDT (KU Leuven), F. LIU (KU Leuven) and P. SERCU (KU Leuven): *Equity's exposure to currencies: Beyond the loglinear model.* Discussant: M. Greenwood-Nimmo (Univ. of Leeds)

## 6th ISRICH conference/9thA2ID conference

The International Society for Research on Innovation and Change in Health Care Systems (ISRICH) is an initiative of researchers in various countries who wish to exchange research results and national & international experiences on a regular basis. Their main interest is to explain the factors that affect the evolution of health care systems and their interaction with the wider environment in society, politics and culture.

L'Association Internationale et Interdisciplinaire de la Décision s'est fixé comme objectif développer le dialogue et élaborer un langage commun entre disciplines universitaires. Pour ce faire, une équipe de chercheurs et de praticiens a pris l'initiative en 1998, d'organiser régulièrement un colloque sur les approches pluridisciplinaires de la décision.

This conference has been organized in association with: CEPN – CNRS, Université de Paris 13, European Business School, Paris, Université de Caen Basse Normandie (UCBN), Université de Paris 13 Nord, Pôle Risques, MRSH UCBN, Centre d'Études et de Recherche sur les Risques et Vulnérabilités (CERReV EA 3918), CR2S-Management, IGS, Paris, Institut Européen des Affaires (IEA), Paris, Institut Européen du Management Social (IEMS), Paris.

**Contact :** Bertrand Pauget (EBS et CEPN) :  
[bertrandpauget@ebs-paris.com](mailto:bertrandpauget@ebs-paris.com)

Le Colloque a lieu :

du 25 au 27 avril 2012  
 À l'Université Paris 13

99 av. Jean-Baptiste Clément  
 Villetaneuse

 Épinay-Villetaneuse

### Program

**Wednesday 25th of April :** Doctoral session (in french) animated by Md. Georges Borgès Da Silva, editor in chief of *Pratiques et organisations des soins* (the most important public health review in France).

**Thursday 26th of April:**

- **9H30-10H00** - Coffee & welcome & Introduction to the conference.
- **10H00-12H15** - Dealing with the health of workers :
  - Lionel POURTAU, *Self employed workers dealing with cancer*, Institut Gustave-Roussy, France.
  - Jeanne Le ROY et al., *An explanatory study about chronic disease in the workplace*, EBS Paris, France.
  - Jérôme LARTIGAU, *The psychosocial risk factors in France : wich policy, wich results ?*, University of Montpellier I, France.
- **12.15-13.30** - Lunch Break
- **13H30-15H00** - Engaging a collaboration with public & private sector: the comparaisn of India & China.
  - Jin MA, *On residents' satisfaction with community health services*, School of Public Health Shanghai Jiao Tong University, Shanghai, China.
  - Abhay SINGH, *Engaging Private Sector for Ensuring Sustainable Quality Primary Healthcare for Bottom Of The Pyramid (BOP) Communities*, Family Health International (FHI), India.
  - I. SUNDAR, *Health delivery through public private partnership in India*, Annamalai University, Annamalai Nagar, Tamil Nad, India.
- **15H00-15H30** - Coffee break
- **15H30-16H30** - Measuring the efficiency of the health care in Europe & China
  - Tristan N'GYEN et al., *The Impacts of European Reference Price Systems on the Provision of Innovative Drugs*, WHL Graduate School of Business and Economics, Lahr, Germany.
  - Dan LIU, *Health care demand pattern and Reimbursement mechanisms of the New Cooperative Medical Scheme in rural China*, New policy guidance Center for Development Research (ZEF), University of Bonn, Germany.
- **16H30-17h30** - The access to the health care system in France and India
  - Cécile BAZILLIER, *Promoting breastfeeding in deprived women*, LAPPS laboratory & URSHS Institut Gustave-Roussy, France.
  - Swadhin MONDAL, *Inclusive Growth and Health Care Services: Few Questions on Equity*, New Delhi, India.
- **20H00** - Conference Diner (inscription needed)

## Friday 27th of April :

- **9H30-10H30** - The evolution of the French industry and the regulation of innovations
  - Allane MADANAMOOTHOO, *Cord blood: for whom, for what, to what extent? A view of French Law*, Champagne School of Management, France.
  - Athanase PLASTIRAS, *A way of improving the CAPM approach on the healthcare industry*, Escem Business School, France.
- **10H30-12H00** - The compared situation of medical tourism in Tunisia and India
  - I. SUNDAR, *Medical tourism competition and comparative advantages: the case of India*, Annamalai University, Annamalai Nagar, Tamil Nad, India.
  - R. JAZIRI et al., *The application of the Cobb Douglas function to the medical tourism in Tunisia*, Institut Supérieur des Études Technologiques de Sousse, Tunisia.
- **12.30-14.00** - Lunch Break
- **14h00-15H00** - New technologies, new paradigms.
  - Suzanne LEXA-WAGENMANN, *The impact of technology on the German Health care System*, Germany.
  - Xavier PARISOT, *Metaphor in Organization Theory: The Case of the Business Ecosystem Concept*, Champagne School of Management, France.
- **15H00-15H30** - Coffee break